

Mutations

QUOTIDIEN

Edité par la South Media Corporation Siège : rue de l'aéroport - BP 12348, Yaoundé Tél.: (237) 222 30 66 80 / 222 30 71 45/ Fax: 222 30 66 75 - Desk Douala : Rue Bebey Elamè, Tél : 699 50 46 59 - Bur.Bafoussam: Face pharmacie Madelon, Tel: 694 94 27 33 <http://www.quotidienmutations.cm>

KITS D'HÉMODIALYSE

La chaîne des responsabilités



- Les rôles joués par le ministère de la Santé publique, le ministère des Finances, le ministère des Marchés publics et les hôpitaux généraux en vue de l'approvisionnement ;
- Pourquoi les malades d'insuffisance rénale font régulièrement face aux pénuries. **Pages 4&5**

Page | Relance économique

8 | **Les offres des neuf candidats**

Page | Economie numérique

10 | **26 mesures proposées au Cameroun**

édition

SALON INTERNATIONAL DE L'ENTREPRISE, DE LA PME ET DU PARTENARIAT DE YAOUNDE
INTERNATIONAL EXHIBITION FOR ENTERPRISES, SME AND PARTNERSHIPS OF YAOUNDE

16 - 24 Février 2019, Palais des Congrès de Yaoundé

www.salonpromote.org (+237) 222 214 415 / 677 707 679 / 669 999 313

SOUS LE HAUT PATRONAGE DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU CAMEROUN
UNDER THE DISTINGUISHED PATRONAGE OF THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF CAMEROUN





Connectez-vous et retrouvez tous les services sur tous vos appareils

Mutations fait peau neuve et vous propose la solution mobile pour mieux vous informer à tout moment.

Mutations

Téléchargez MUTATIONS sur 

Déjà disponible sur le Play Store de Google

Avis de décès de
AMAYENE BATEGAMENE Joseph Bosco



- La grande famille Amayene à Bafia ;
 - La grande famille Amassaka ;
 - La famille Moussang Georges ;
 - La famille Ayissi de Natigal ont la douleur d'annoncer le décès de leur père, grand-père, arrière-grand-père, frère et beau-frère, **AMAYENE BATEGAMENE Joseph Bosco**, survenu le 25 août 2018 à Bafia des suites de maladie.
 L'inhumation aura lieu le 15 septembre à Yangben par Bokito.

Programme des obsèques de
ONANINA NTSAMA Basile
 1944 - 2018

Recueillement tous les soirs à son domicile sis à Mvog-Bétsi Yaoundé

Jeudi 13 Septembre 2018

14 h 00 : Mise en bière à la morgue de l'hôpital Central de Yaoundé

Transfert de la dépouille à son domicile sis à Mvog-Betsi (lieu dit Il poteaux)

19h 00 : Messe suivie de la veillée jusqu'à l'aube

Vendredi 14 Septembre 2018

- Transfert de la dépouille à Guefigué (Bokito)
 - Installation au domicile familial (Parafifi)
 - Veillée jusqu'à l'aube

Samedi 15 Septembre 2018

09h 00 : Début des cérémonies
 Inhumation



Ce que voter veut dire

 Par Richard Makon*

Etymologiquement, le terme vote vient de l'anglais "vote", lui-même dérivé du latin votum qui signifie vœu. De nombreux termes et expressions lui sont connexes : suffrage, élection, scrutin, referendum, consultation, bulletin ; vote blanc, vote truqué, vote par procuration, vote mimétique, vote utile, vote stratégique

AU PLAN SUBSTANTIEL OU MATERIEL, un vote désigne la manifestation d'une opinion, d'une volonté ou d'un choix lors d'une consultation au sein d'un corps politique, d'un collège électoral, d'une assemblée délibérante, en vue d'une élection, d'un référendum ou d'une prise de décision. On parle par exemple du poids des votes, de la majorité des votes ou du décompte des votes. Dans cette perspective, le vote est synonyme du suffrage. Par extension, le vote est le résultat positif d'un scrutin, d'une délibération, d'une élection, comme dans le cas du vote du budget, d'une subvention, d'un vote à l'unanimité.

AU PLAN STRUCTUREL OU FORMEL, le vote désigne l'opération, la procédure, l'acte qui permet l'expression d'une opinion, d'une volonté, d'un choix au sein d'une assemblée délibérante, en général après une phase de discussion ou un débat. On peut évoquer dans ce sens le vote à main levée, le vote à bulletin secret, le vote par procuration, le vote en première lecture. Dans cette perspective, le vote est synonyme de consultation, d'élection ou de scrutin.

Dans cette trajectoire, le vote constitue l'opération décisive qui clôture un processus électoral. Les citoyens inscrit sur les listes électorales, habitant leur fonction occasionnelle d'électeur, sont ainsi appelés à rentrer dans le secret de l'isoloir ou ce qui en tient lieu, déposer dans les urnes leurs bulletins de vote, scellant ainsi le choix d'un candidat.

Si la proclamation des résultats du vote constitue la tombée de rideau sur la scène de l'élection, légitimant le candidat nouvellement élu à prêter serment pour entrer en fonction, ces résultats sanctionnent un travail débuté bien longtemps avant le jour du vote. Ces résultats dans une élection présidentielle, sanctionnent au-delà de l'homme politique, sa vie et son parcours politiques, son parti, ses alliés et ses équipes, sa stratégie électorale, son programme politique, son programme de gouvernement ou projet de société.

L'histoire des démocraties donne de relever deux (02) données fondamentales, mises en relief année après année par la force de l'évidence et l'autorité des faits : la première, la politique est un travail à plein temps qui ne s'improvise pas, la seconde, toute élection se gagne dès la dernière prestation de serment.

Toute improvisation, visage de l'amateurisme et expression de l'imposture politique est généralement sanctionnée par les électeurs que la perspective d'un spectacle électoral médiocre ne dédouane cependant pas de leur devoir citoyen : VOTER !

Voter revient donc à CHOISIR un candidat donné ; choisir c'est VOULOIR que ce candidat gouverne ; vouloir c'est PRÉFÉRER ce candidat aux autres candidats en lice ; préférer c'est AIMER ce candidat plus que les autres ; aimer c'est ACCEPTER l'offre politique et programmatique de ce candidat ; accepter l'offre de ce candidat c'est en TOLERER tant les lacunes que les approximations ; tolérer ces tares c'est se disposer à SUPPORTER les conséquences des décisions et choix à venir ; supporter c'est PARTAGER le bilan prochain ! C'est la raison pour laquelle aucun vote ne doit être pris à la légère par les électeurs !

*DOCTEUR EN DROIT PUBLIC, SPÉCIALISTE DU DROIT DES INVESTISSEMENTS

Mutations

Edité par la South Media Corporation. Récepissé N° 00020/RDDJ/J/BASC

Président du conseil d'administration

Protais Ayangma

Directeur de publication a.i

Georges Alain Boyomo

Administration, finances et ressources humaines

Marie Sidonie Boulounou

Audit et contentieux

Adrien Bassang'na Bomba

Rédacteur en chef

Georges Alain Boyomo

Rédacteurs en chef adjoints a.i

Lucien Bodo (Actualité)

Michel Ferdinand (Magazines)

Responsable Digital

Pascal Dibamou

Chroniqueurs

Jacques Eric Andjick

Dubois Onana

Richard Makon

Jean-Claude Awono

Caricaturiste

Robert Pougoué

RUBRIQUES

Politique

Jean De Dieu Bidias

Société

Paulette Ndong

Economie

Lucien Bodo

Education

Nadine Guepi

Tech & Web

Marguerite Papan

Culture

Marthe Ndiang

Sports

Dimitri Mebenga

Santé/Environnement

Adrienne Engono Moussang

Rédaction

Wamba Sop, Ludovic Amara, Ibin

Hassan, Josiane Afom, Désiré Domo, Vanessa Bassale, Jean-Christophe Ongagna, Mélanie Ambombo, Rosine Ntolo, Arnaud Kuipo, Renaud Inang, Claude Olivier Banaken, Guy Martial Tchinda, Florentin Ndatewou

DESK LITTORAL ET SUD-OUEST

Chef : Michel Ferdinand

Adjoint : Blaise Djouokep

CORRESPONDANTS

Grand Nord : Jacques Kaldaoussa

Ouest/Nord-Ouest : Robert Nkake

Est : Sebastian Chi Elvido

Sud : Guy-Roger Mvondo

Edition/Infographie

Samuel Tcheudjo

Valentin Essimi Tsanga

Service Commercial et Marketing

Chef : Michael Brobst

Responsable Yaoundé : Augustine Nokam

Chargés de clientèle

Pulcherie Nsia, Philiace Tamko

Lionel Akono, Grâce Olinga

Suzanne Essono Nanga

Service de la comptabilité

Jacques Barnabé Nthep

Albert Mbende

Service Production

Joël Anong

Dieudonné Bitang

Service Distribution

Etienne Temfack

Hervé Ngomenda

Impression

Les nouvelles idées

Téléphone : (237) 222 306 680 / 222 306 675/ 698 24 99 29

Site web : <http://www.quotidienmutations.cm>

Siège Yaoundé : Face CAMI TOYOTA - Mvog-Mbi

Douala : Rue Bebey Elame - Akwa

Caric

CHOUPO-MOTING AU PSG

C'EST UN HONNEUR D'ÊTRE SON OMBRE



Robbygabe 017

Approvisionnement en kits d'hémodialyse

Qui fait quoi ?

Le Cameroun s'est taillé une réputation peu honorable pour ce qui est de reproduire de tristes schémas. Le 28 juin dernier, Mutations rapporte le calvaire des malades souffrant d'insuffisance rénale dans les hôpitaux généraux de Douala et Yaoundé, ainsi qu'au Centre hospitalier universitaire de Yaoundé. Face à une énième rupture des kits d'hémodialyse, les patients reçoivent un service minimum, avec comme conséquence, la mort de certains parmi eux. Pour comprendre comment on en arrive souvent à cette situation, votre journal a réussi à remonter la chaîne des intervenants et comprendre le rôle joué par chacun d'entre eux, ainsi que les défaillances qu'ils affichent.



Dossier coordonné par Josiane Afom

Ministère de la Santé publique

L'ordonnateur et la tutelle technique

En cas de rupture des kits de dialyse, c'est de la responsabilité du Minsanté de trouver une solution.



Par Josiane Afom

L'approvisionnement en kits d'hémodialyse au Cameroun est une activité de santé qui implique, au premier plan, le ministère de la Santé publique (Minsanté). C'est ce dernier qui est la tutelle technique des hôpitaux généraux (Yaoundé et Douala, ainsi que le Centre hospitalier et universitaire de Yaoundé). Il est directement responsable des centres régionaux qui sont considérés comme des directions du Minsanté. Ces centres régionaux ne sont que des bénéficiaires. Ils ne gèrent pas les transactions. Contrairement aux hôpitaux généraux, leurs commandes et leurs marchés sont directement signés par le ministre. « Bien que les marchés des hôpitaux généraux ne soient pas signés par le ministre, c'est lui qui porte les demandes des hôpitaux. Donc, en général, c'est moi qui vais défendre les subventions des hôpitaux. Les responsables des hôpitaux généraux envoient leur budget. Mais quand il faut défendre



Le Minsanté. André Mama Fouda.

à l'Assemblée nationale, le ministère de la Santé publique qui le fais. En général, on ne nous attribue pas ce qu'on veut », explique François Xavier Kono Engoudou, un responsable à la direction des projets du Minsanté.

Il confie à ce sujet que la subvention globale pour l'ensemble des centres est de 4.100.000 Fcfa. Une somme qui n'est pas souvent entièrement versée par le ministère des Finances (Minfi). Ce qui ne permet pas de faire des prévisions. « Le ministère des Finances a accordé 3.700.000 Fcfa. Si on avait eu la totalité du montant demandé, nous serions garantis de 12 mois de fonctionnement sans rupture ».

En plus de passer les commandes des hôpitaux régionaux et de défendre le budget, le Minsanté est l'acteur qui prend des mesures qui s'imposent, en cas de rupture de kits, pour résoudre le problème. Il y a un comité qui est créé et qui est placé directement sous la présidence du ministre de la Santé publique. Celui-ci est chargé de gérer les urgences et de réfléchir sur les problèmes qui peuvent plomber l'approvisionnement. Et en cas de pénurie, le Minsanté se rassure s'il y a un centre ou un hôpital qui peut prêter des kits à un autre.

Directeurs d'hôpitaux

L'élan des maîtres d'ouvrage freiné

En plus de la gestion des kits, ils signent directement les marchés mais pâtissent de certains dysfonctionnements.



Par Josiane Afom

Dans la chaîne d'approvisionnement, les hôpitaux généraux sont directement responsables des kits d'hémodialyse qu'ils gèrent. « Nous commandons nous-mêmes nos produits, parce que nous sommes autonomes. Il faut noter que lors des commandes, des estimations de besoin sont effectuées par des directeurs de centre. On considère par exemple que l'Hôpital général de Douala a 30 malades dont deux séances de dialyses par semaine. On fait des estimations sur une année avec un petit excès. On dit donc qu'on a besoin de 10.000 kits et on ne les livre pas d'emblée », explique un chef-service d'un centre d'hémodialyse. Les directeurs généraux sont les maîtres d'ouvrage. Comme il s'agit de montants importants, ils signent les marchés qui sont attribués par une commission nationale mise sur pied par le ministère des Marchés publics (Minmap). Une fois les kits livrés par les prestataires, les res-



Yaoundé. Une vue de l'Hôpital général.

ponsables des centres ont la charge de gérer le stock disponible et d'organiser les séances de dialyse. Seulement, après avoir signé leurs marchés, ces derniers font face à certains problèmes. « Lorsque nous passons nos commandes, le prestataire livre en deux parties. Après la première livraison, il attend le paiement. Et pour pouvoir avoir leur argent, il fait aussi pression à travers le refus de livraison

de la seconde partie. Comme problème, il y a aussi le non-respect des délais d'acheminement des kits », explique un autre chef-service d'un centre. En effet, d'après une source, le non-respect des délais d'acheminement résulte des procédures douanières et de transport. Ceci, parce que « les délais de route sont souvent évalués à deux mois. Mais on se rend compte qu'on va même jusqu'à 04 à 05 mois, parce que, comme les gros bateaux n'accostent pas au port de Douala, il y a souvent transbordement dans un autre port africain. En général, c'est en Afrique

de l'Ouest ; soit au Togo, soit au Bénin et parfois même en Afrique du Nord », explique notre informateur. Ces problèmes plombent l'approvisionnement. Mais depuis les mouvements qui se sont opérés au sommet de la direction de l'Hôpital général de Yaoundé en juillet dernier, des dialysés de cet établissement hospitalier pensent que la rupture n'est pas pour demain.

Ministère des Marchés publics

Le bras a été raccourci

Depuis la signature en juin dernier du décret portant nouveau code des marchés publics par le chef de l'Etat, le Minmap s'est vu retirer l'exclusivité de lancer des appels d'offres.



Par Claude Olivier Banaken

Au Cameroun comme dans tous les pays, l'Etat et ses différents démembrements acquièrent des biens et réalisent des infrastructures pour ses populations grâce aux marchés publics. C'est pourquoi au « sein du budget de l'Etat, la part prise chaque année par les projets d'investissement est prééminente et toujours croissante », affirme le ministre délégué à la présidence de la République, chargé des Marchés publics (Minmap), Abba Sadou, dans une interview accordée au quotidien gouvernemental Cameroon Tribune, le 06 juin dernier.

Pour le cas de l'approvisionnement en kits d'hémodialyse, il existe trois grandes sociétés qui assurent la totalité du marché mondial (Fresenius, Nipro et Bibrwon). Celles-ci disposent des filiales au Cameroun. La fourniture des kits d'hémodialyse est ainsi attribuée suite à un appel d'offres. Il y a quelques mois, ces marchés étaient lancés par le Minmap, qui par la même occasion, assurait les passations et les signatures desdits marchés. La plupart de ces contrats signés par le Minmap intègrent le volet de la maintenance. Car, les kits d'hémodialyse ne fonctionnent qu'avec certaines machines (Si vous avez des appareils Fresenius, il

faut acheter des kits Fresenius, Ndlr). C'est ainsi que l'on notait des lenteurs dans les procédures de lancement des marchés publics. « Parfois, nous étions au milieu de l'année et le marché n'était toujours pas lancé. Nous avons connu cette situation en 2017 et même cette année. Depuis le mois d'avril dernier, le marché des kits d'hémodialyse n'était pas encore signé », déplore un responsable d'hôpital sous anonymat.

Le décret portant code des marchés publics signé par le président de la République en juin dernier apporte deux innovations majeures : celle relative au cadre institutionnel et celle concernant le cadre normatif. Sur la première innovation, on note que les missions du Minmap ont été reconfigurées dans le sens « de laisser l'intégralité de l'opérationnel aux maîtres d'ouvrage », explique-t-on à la cellule de communication du Minmap.

S'agissant des équipements d'hémodialyse, les appels d'offres sont désormais lancés par les maîtres d'ouvrage que sont les directeurs généraux des hôpitaux concernés. Cependant, il existe au sein du Minmap, une commission du marché des approvisionnements de ces appareils. Cette



Le Minmap. Abba Sadou.

dernière étudie les différentes offres et contrôle le processus de passation et d'exécution des marchés des kits d'hémodialyse. Elle arbitre les différends et a le pouvoir de sanctionner les acteurs indisciplinés. Pour chaque appel d'offres, les directeurs généraux des hôpitaux ont l'obligation de s'appuyer sur ladite commission. En gros, cette commission est chargée de réguler le marché de l'approvisionnement en kits d'hémodialyse.

Pour Abba Sadou, ce nouveau code a un « double mécanisme de prévention et de réduction de la corruption ». Prévention par le fait « qu'un contrôle rigoureux des procédures de passation des marchés publics est dorénavant conduit par les maîtres d'ouvrage ».

Ministère des Finances

L'argentier accusé de tous les maux

Il est fait grief à ce département ministériel de retarder le paiement des prestataires, ce qui serait l'une des causes des ruptures de kits enregistrées.



Par Josiane Afom

En début de chaque exercice budgétaire, le ministère des Finances (Minfi) alloue une subvention pour l'acquisition des kits de dialyse au ministère de la Santé publique (Minsanté), ainsi qu'aux différents centres de dialyse du Cameroun. Une subvention consacrée par le chapitre 60 de la loi de finances 2018 et dénommée « Subventions et participations ». Plusieurs organismes publics reçoivent leurs subventions à travers cette disposition. « Chaque centre bénéficie d'une subvention qui est, je peux dire, à peu près fonction de ses besoins », explique une source au Minfi, qui déplore par ailleurs le fait que le résultat escompté n'est pas toujours atteint, d'autant plus qu'« il y a des montants qui ont été attribués de façon arbitraire. Ce qui fait qu'il y a des centres qui ont un peu plus de subventions que d'autres ». Ceci dit, une fois le marché passé au prestataire, le Minfi est dans cette chaîne d'approvisionnement, considéré comme le comptable. Et se doit de le payer.

Seulement, il se trouve que dans la plupart des cas, le comptable de l'Etat ne règle pas à temps les factures des prestataires. Une source bien introduite dans ce circuit d'approvisionnement explique que bien qu'ayant livré le



La vue principale du ministère des Finances.

marché de 2018, le prestataire japonais Nipro, qui détient 20 à 23% des parts de marché, n'a pas encore perçu le paiement de 2017. « Elle livre quand même parce qu'il faut que les centres fonctionnent. Il y a donc ce problème de paiement. Ce prestataire a donné à l'Etat du Cameroun un délai de 210 jours pour payer sa facture. Nous espérons que ce délai sera respecté, parce que quand il arrivera à son terme, il ne livrera plus. On aura des ruptures et on accusera le ministère de la Santé publique. Le prestataire allemand Fresenius, qui a 77 à 80% des parts de marché, a également des

factures impayées de 2018. C'est cela la responsabilité du ministère des Finances dans les ruptures des kits de dialyse au Cameroun », soutient cette source. « Au sortir d'une réunion en juin dernier, le secrétaire général des Services du Premier ministre a instruit le ministre des Finances de raccourcir les délais de paiement, parce qu'on est en fin juillet [2018] et si on attend encore les paiements des créances de 2017, cela fait que le paiement de celles de 2018 n'est pas certain », confie notre informateur.

Une information bottée en touche par un responsable du Minfi. « Présentement, nous exécutons le budget 2018.

En début d'année, le Minfi a apuré tous les arriérés de 2017. Chacun doit prendre ses responsabilités », explique-t-il sous anonymat. Cette source ajoute dans le même sens qu'en matière de dépense publique, l'ordonnateur doit apprendre à anticiper. « L'anticipation est le maître-mot et elle est du ressort de l'ordonnateur. Ici, le Minfi se trouve en posture de comptable, alors que le ministère de la Santé publique est l'ordonnateur. Il doit savoir que le traitement des dossiers traîne et il n'anticipe pas car, dans le traitement des dossiers, le comptable a des procédures que tous les ordonnateurs connaissent ».

Kyé-ossi

Un militant Rdpc suspecté de sécessionniste

Godlove Nkena a été interpellé le 28 août dernier par les éléments de la brigade de gendarmerie.



Par Guy-Roger Mvondo

Godlove Nkena, propriétaire de Safari hôtel à Kyé-ossi dans le département de la Vallée du Ntem (région du Sud), est depuis le 28 août dernier placé en garde à vue à la brigade de gendarmerie de cette ville frontalière à la République de Guinée équatoriale. Le militant du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc) est suspecté de complicité avec des individus accusés de pratiques sécessionnistes. Son établissement commercial, d'après nos sources, servait de refuge aux suspects qui y diffusaient à longueur de journée des images à caractère sécessionniste. Godlove N. aurait été interpellé dans son domicile avec trois de ces suspects qui s'étaient fait identifier comme étant des clients de son hôtel. Des indiscrétions révèlent qu'avant ces arrestations, les populations avaient remarqué la présence prolongée

dans la ville des individus aux identités louches. C'est ainsi que les services de renseignement ont été mis en branle jusqu'à l'interpellation des trois suspects.

Cette information qui crée la psychose a fait sortir de ses gongs le maire d'Ambam, Hyacinthe Mba Mbo. Pour cet élu du peuple, par ailleurs président de la section Rdpc de la Vallée du Ntem I, il s'agit d'une volonté délibérée de semer la zizanie dans les rangs du parti au pouvoir à la veille de l'élection présidentielle. « En ma qualité de président de section Rdpc, j'exige la libération du directeur de Safari hôtel qui est un militant sans histoires. On veut lui imputer quelque chose dont il n'est pas responsable. C'est un militant bien connu qui n'a rien à voir avec les groupes sécessionnistes. C'est déjà presque un autochtone du département de la Vallée du Ntem », ralle le chef de l'exécutif

municipal d'Ambam.

Vendredi 31 août dernier, Godlove Nkena était à son quatrième jour de garde à vue. Plusieurs sources proches du dossier font également état de la présence d'autres groupes sécessionnistes à Ngang, un village de l'arrondissement d'Ambam. Information formellement démentie par Hyacinthe Mba Mbo qui soutient la thèse d'une fausse alerte. « Il n'y a aucun groupe sécessionniste, terroriste ou ambazonien implanté sur le territoire de la Vallée du Ntem. C'est une fausse alerte. Car le village Ngang dont il est question est directement rattaché au mien. Mes parents et moi y allons au champ tous les jours », affirme le président de section. En attendant, les enquêtes se poursuivent et les scellés ont été apposés sur l'établissement hôtelier.

Autoroute Yaoundé-Nsimalen

Le paiement des indemnités débute ce jour



Par Guy Martial Tchinda



Une vue de l'échangeur du Carrefour Nsimalen, sur l'autoroute.

« Le paiement des indemnités des populations concernées par le projet de construction de l'autoroute Yaoundé-Nsimalen section rase campagne débute ce jour à l'esplanade de la chefferie de Meyo ». Cette nouvelle lue au sur les ondes de la radio d'Etat hier 04 septembre précise que le paiement prend en compte les habitants dont les listes sont affichées à la préfecture de Yaoundé, dans les chefferies de Meyo, Minkan, Abome, et à la sous-préfecture de Yaoundé IV.

Dans cette zone de rase campagne, les travaux sont exécutés à 90%, soit sur 8km sur les 11km qui s'étendent du Carrefour Ahala au Carrefour Nsimalen. « Les travaux coïncident à cause du non-paiement des indemni-

sations. Les populations riveraines exigent d'être indemnisées avant de quitter. Le Premier ministre a donné des instructions fermes afin que ce problème soit résolu », a déclaré Jean Claude Mbwentchou, ministre de l'Habitat et du Développement urbain (Minhdu), le 23 août dernier face à la presse.

Chose promise, chose due. Dès ce jour, ces populations de la région du Centre entreront en possession de leurs dus. Le préfet du Mfoundi, président de la commission départementale de constat et d'évaluation des biens mis en valeur impactés invite les personnes identifiées à se munir de deux photocopies de leurs cartes nationales d'identité et de la copie du titre foncier le cas échéant.

Crise anglophone

Les motos-taxis interdits à Buea



Par Arnaud Kuipo

La circulation des motos-taxis est suspendue en attendant le rétablissement de l'ordre et la sérénité à Buea dans la région du Sud-Ouest. La mesure du maire de la ville, Patrick Ekema, a été rendue publique hier 04 septembre sur les ondes de la radio d'Etat de la Cameroon Radio Television (CRTV). Elle se justifie, apprend-on, par le fait que les motos sont le principal moyen de transport dont se servent les terroristes pour effectuer les kidnappings des innocents citoyens.

Par ailleurs, cette disposition du magistrat municipal intervient après l'instauration, plusieurs mois plutôt, d'un couvre-feu dans le département du Fako tout au moins. Prise par le gouverneur de la région, Bernard Okalia Bilai, cette mesure interdisait

la circulation des personnes et ces engins à deux roues entre 19h et 07h du matin. Dans cette logique, le préfet de ce département avait, dans un communiqué radio-diffusé émis le 07 mai dernier, invité les habitants de sa circonscription administrative au respect de cette disposition. Pour lui, les contrevenants à cette mesure s'exposaient à une réaction des éléments des forces de l'ordre.

La région du Nord-Ouest également n'échappe pas à ces mesures de restriction des mouvements. Le 11 mai dernier, le gouverneur Adolphe Lele Lafrique rendait public un communiqué dans lequel il interdisait la circulation des motos-taxis dans la ville de Bafut dans le département de la Mezam.



Circulation interdite à Buea.

Zoom

Emissions de campagne

Contestations autour des conditions de production

Certains représentants des candidats à la prochaine présidentielle dénoncent le volet répressif de la loi et d'autres s'insurgent contre l'exemption du quotidien à capitaux publics.

Par Florentin Ndatewouo

Les conditions de production des émissions de propagande électorale, ainsi que la répartition du temps d'antenne, ont constitué le menu des échanges entre le Ministre de la Communication (Mincom), Issa Tchiroma Bakary, les représentants des candidats retenus pour l'élection présidentielle du 07 octobre prochain et les professionnels des médias. Huit représentants des neuf candidats retenus ont pris part à cette rencontre hier 04 septembre, dans la salle des conférences du Mincom. Absent à cette rencontre, le représentant du candidat du Front populaire pour le développement (Fpd).

Au cours de cet entretien et par l'intermédiaire de son secrétaire général (Sg) Félix Zogo, Issa Tchiroma Bakary a présenté les 13 points qui régissent la production des émissions de propagande électorale. Il s'agit entre autres, de la gratuité des émissions, du volume global qui est de 02h à la Crtv (Cameroon Radio Television, Ndlr) - antenne radio -, et de 01h - antenne télévision - par jour. Le Sg du Mincom précise que les horaires de diffusion se situent entre 20h 30 et 23h 30 à la radio, et entre 21h et 23h à la télévision ; soit 13min 20 secondes à la radio et 06min 40 secondes à la télévision pour chaque candidat.

En outre, la production des émissions de propagande élec-



Concertation autour du Mincom, Issa Tchiroma Bakary.

torale est soumise au respect des lois de la République notamment, le respect de la dignité humaine, des mœurs, l'intégrité et la souveraineté du territoire national et le respect de l'ordre public. « En cas de doute sur la conformité des propos d'un candidat, le directeur général de la Crtv peut suspendre la diffusion d'une émission », précise Félix Zogo, en référence à loi du 19 décembre 1990 sur la communication sociale, ainsi que celle du 13 février 1992 fixant les modalités d'accès des partis politiques aux médias audiovisuels de service public. Une disposition contre laquelle le repré-

sentant du candidat de l'Union nationale pour l'intégration vers la solidarité (parti Univers), Emile Bindzi, s'insurge. « Le volet répressif de ce texte nous a paru quand-même inquiétant, ce d'autant plus que la qualification desdites infractions ne nous a pas clairement été donnée et les personnes en charge de réprimer les éventuelles infractions ne sont pas clairement désignées, encore moins celles en charge de les interpréter », a-t-il commenté.

De plus, le porte-parole du candidat Maurice Kamto, Olivier Bibou Nissack, dit avoir émis quelques préoccupations liées à la gestion du chronomètre. « Il vaut mieux que le chrono soit affiché et que tout le monde soit d'accord, plutôt qu'il soit détenu par une tierce personne, parce que ça pourrait prêter à confusion au moment où il faudra comptabiliser les temps d'antenne ».

Par ailleurs, « nous avons aussi exprimé [notre] vif étonnement de voir que les mesures ne portaient pas sur Cameroon Tribune, mais uniquement sur le service public radio télé. Les réponses qui nous ont été données par le ministre ne nous ont pas entièrement satisfaites », déplore-t-il.

Reportage

Présidentielle 2018

L'Ugtec demande le report

Le syndicat propose la tenue d'un dialogue national pour une sortie de crise dans les régions anglophones avant l'organisation de ce scrutin.

Par Josiane Afom

Le président de l'Union générale des travailleurs du Cameroun (Ugtec), Isaac Bissala, a fait une déclaration le 31 août dernier à Yaoundé. Le syndicaliste s'exprimait sur la crise sociopolitique dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest et sur la présidentielle du 07 octobre prochain.

Au sujet de la crise anglophone, Isaac Bissala affirme qu'au cours du Conseil confédéral tenu le 25 août dernier à la bourse du travail, les syndicalistes des régions du Nord-Ouest



Isaac Bissala. Le président de l'Ugtec.

et du Sud-Ouest ont fait le point sur la situation sociopolitique. « Il nous a été rapporté que dans le cadre de cette crise, plusieurs entreprises ont été fermées, des employés licenciés. Dans le Sud-Ouest par exemple, les plantations de la CDC (Cameroon Development Cooperation, Ndlr) ont été vidées, les travailleurs parfois attaqués et la société Palmor qui a également fermé a mis tout son personnel au chômage », révèle le président de l'Ugtec.

Cette situation, poursuit-il, n'est pas favorable pour que les Camerounais en général et les travailleurs en particulier, puissent participer de manière sereine au prochain scrutin présidentiel. Au vu de ce contexte, le Conseil confédéral a rédigé une déclaration.

« Considérant la situation sociale d'incertitude que vivent les travailleurs des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest avec comme corollaire la fermeture de certaines entreprises et la mise en chômage de plusieurs travailleurs, je déclare que la situation sociale au Cameroun n'est pas propice à l'organisation d'une élection présidentielle dans la sérénité », a affirmé Isaac Bissala, avant de poursuivre : « nous invitons les candidats retenus à s'accorder pour le renvoi de cette élection, afin de ramener prioritaire-

ment la paix dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest en particulier et au Cameroun en général ; et nous comptons sur le patriotisme des candidats pour déterminer les modalités de renvoi de ladite élection ».

Par ailleurs, le Conseil fédéral se propose de faire partie des médiateurs pour ramener la paix sociale dans les régions concernées. Pour ramener cette paix sociale et permettre une justice sociale équitable, les syndicalistes proposent la tenue d'un dialogue national au Cameroun ; lequel sera organisé en deux pans : la tenue des ateliers régionaux et la tenue d'un atelier national en l'occurrence.

« Osih 2018 »

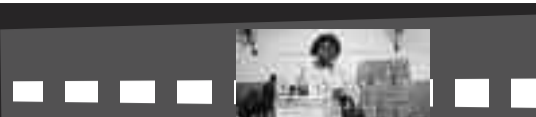
L'application présente sur Google Play

Par Marguerite Papana

Pour cette course à la présidence du 07 octobre prochain, Joshua Osih a compris que les Technologies de l'information et de la communication (Tic), lui donnent une plus grande visibilité. Le 03 septembre dernier, le candidat du Social Democratic Front (SDF), a fait connaître son application « Osih 2018 » sur Google Play. Sous un fond bichromique, le rose et le vert, quatre sous-rubriques permettent de découvrir ce qu'il propose pour la présidentielle 2018 : « mesures fortes », « qui suis-je », « pourquoi voter pour moi » et enfin, « consulter mon programme ».



Quelques heures seulement, et déjà plus d'une dizaine de téléchargements de l'application de 9,8Mo. L'application « Osih 2018 » semble très appréciée. D'ailleurs, les commentaires qui fusent sur Google Play sont laudateurs. « Magnifique sur la forme elle est épurée et fluide. Elle permet de comprendre en profondeur vos aspirations pour le Cameroun de demain. Bravo à l'équipe qui a travaillé pour sa mise en œuvre. Je donne 4.5 sur 5 », apprécie un internaute. « Très belle application conçue avec les standards de programmation de dernières générations », poursuit un autre. Pour un cybernaute, il s'agit d'une « initiative venant d'un leader des temps modernes et non ces papis actuels qui sont des ennemis des Tic ».



Election présidentielle

Le vaste chantier de l'économie

A 17 jours du lancement de la campagne présidentielle, les offres économiques disponibles souffrent d'un défaut d'exhaustivité. Hormis quelques exceptions, plusieurs candidats énumèrent juste des mesures sans qu'on ne sache réellement comment ils comptent les implémenter. Le flou persiste aussi quant à la mobilisation des ressources devant permettre d'atteindre les objectifs de développement. Le peaufinage en cours de divers projets de société permettra peut-être d'y voir plus clair.



Dossier coordonné par Lucien Bodo

Paul Biya

Le Dsce comme boussole



Par Jean De Dieu Bidias

Le top départ de la campagne officielle en vue de la présidentielle du 07 octobre prochain sera donné le 22 septembre prochain. Président sortant et candidat à sa succession pour la septième fois consécutive, Paul Biya n'a toujours pas rendu public le projet de société qu'il entend mettre en œuvre une fois réélu. S'il se presse aussi lentement de le mettre à disposition de ses « chers compatriotes », c'est que le porte-étendard du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc) a, depuis, la conviction d'avoir identifié « les pôles d'action pour l'émergence » projetée à l'horizon 2035. Le premier d'entre eux, renvoi aux infrastructures qui, comme indiqué dans le Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (Dsce), sont censées jouer un rôle moteur dans la facilitation des échanges et la promotion d'une croissance forte.

Dans son discours de lancement de la campagne présidentielle 2011, Paul Biya avait promis au plan économique dans le cadre des « Grandes réalisations », non seulement la mise en chantier d'un programme de grands projets structurants dans les domaines de l'énergie et des transports principalement, mais aussi la relance de l'agriculture. La double crise sécuritaire et des matières premières à laquelle le Cameroun est confronté depuis 2014 aura négativement impacté l'implémentation du Dsce.



Conséquence : plusieurs investissements programmés depuis longtemps n'ont pas été réalisés ; empêchant ainsi le pays d'atteindre ses objectifs de croissance économique (5,5% entre 2010 et 2020).

Dans sa nouvelle offre économique, Paul Biya devrait reprogrammer plusieurs investissements (et parachever ceux entamés) notamment, dans le secteur énergétique - les besoins en la matière sont de l'ordre de 3000 Mw (contre 1200 actuellement), pour supporter des investissements pouvant catapulter la croissance à 9,5%, selon le Comité monétaire et financier du Cameroun. C'est sans oublier les barrages hydroélectriques de Song Ndong (280 Mw) et Nachtigal (400 Mw) dans la région du Centre ; de Bini à Warak (75 Mw) dans l'Adamaoua ; et de Katsina sur la Menchum (75 Mw) dans le Nord-Ouest.

Joshua Osih

Passage à l'entrepreneuriat formel



Par Michel Ferdinand

Le troisième chantier envisagé par le candidat du Social Democratic Front (SDF) à l'élection présidentielle du 07 octobre prochain, Joshua Osih, est de « rattraper l'énorme retard » accusé. Il s'agira de « faire passer le Cameroun vers un modèle de croissance plus incitatif et plus efficace » rendu possible, entre autres, par la valorisation de l'esprit compétitif, la libéralisation et l'utilisation au mieux des ressources ; ainsi que l'incitation au passage des entrepreneurs de l'informel au formel.

Sur le plan pratique, « j'instituerai une alliance formelle entre l'Etat et le secteur privé, à travers un cadre de concertation permanent que je présiderai personnellement [...], afin de proposer des décisions pertinentes pour accélérer son développement ». Ce modèle de croissance qui se veut au service des Camerounais, s'articulera autour des axes tels que la mise en place d'une loi d'orientation pour protéger le contenu local camerounais et l'imposer dès la première année dans la commande publique. De même, le candidat du SDF entend imposer la transformation locale obligatoire de certaines ressources. Il y a aussi la valorisation de la ruralité par « l'augmentation significative des res-



sources accordées au secteur de l'agriculture pour atteindre 10% du budget national ».

Les réformes budgétaires et fiscales proposées intègrent l'instauration d'un accompagnement fiscal pour tous les contribuables et la réalisation des économies budgétaires à travers la suppression progressive de quelques lignes de dépenses, dont la « subvention au prix du carburant à la pompe qui ne profite qu'aux ménages les plus aisés ». Enfin, l'une des mesures fortes sera de faire disparaître le Salaire minimum interprofessionnel garanti (Smig), qui s'élève actuellement à 36.000 Fcfa, au profit du Salaire minimum interprofessionnel de croissance (Smic), qui va plafonner à 160.000 Fcfa.

Garga Haman Adji

Pour une économie humaniste



Par Jenner Onana (Stagiaire)

Garga Haman Adji est économiste de formation. Le président national de l'Alliance pour la démocratie et le développement (Add), est titulaire d'un diplôme de droit et de sciences économiques, obtenu à l'Université de Yaoundé I. Bien que sa « gibecière » académique se soit bonnement enrichie dans le but « d'améliorer concrètement le sort et l'essor des Camerounais », le « chasseur de baleines » qui s'apprête à briguer la Présidence pour une troisième fois le 07 octobre prochain, présente sa vision d'une économie humaniste, dans « Ainsi pourrait devenir [notre] pays », un livre qui expose son projet de société.

Il s'agit d'un « système économique, à base essentiellement capitaliste mais débarrassé de l'idée marxiste d'exploitation de l'homme par l'homme. Il fonde son modèle sur trois critères : l'homme, acteur central ; l'initiative privée, principal acteur en matière de formation du capital et la propriété des moyens de production privée ; et l'accès aux facteurs de production libre et conforme aux lois du marché ». La finalité de ce processus est « la recherche du bien-être matériel », explique-t-il. Toutefois, le natif de Maroua, capitale de la Région de l'Extrême-Nord, souhaite que



l'on diagnostique au préalable le mal dont souffrent individuellement et globalement les membres de la collectivité nationale.

Pour l'ancien Administrateur directeur général (Adg) de la Boston Bank Cameroun à Douala, il faut une « création rationnelle, permanente et continue des emplois », si l'on veut sortir le Cameroun du borbier dans lequel il se trouve empêtré. Il propose ainsi l'agriculture comme levier à la création de l'emploi. Dans le « Centre, du bord gauche de la Sanaga à partir de Batchenga, suivez le cours du fleuve sans même arriver à Song-Loulou : il n'y a que des terres fertiles. On y fait de vastes plantations », conclut-il.

Maurice Kamto

La planification et l'agriculture comme boussole



Par Lucien Bodo

Dans le projet de société du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (Mrc), élaboré en 2012 et en cours d'actualisation, l'économie occupe à elle seule 26 pages sur les 50 que compte le document. C'est dire la place importante que le parti de Maurice Kamto accorde à ce pan de la gestion du pays. Le candidat du Mrc pense pouvoir faire atteindre un taux de croissance de 12% au Cameroun en dix ans.

Pour y parvenir, il propose entre autres, la mécanisation de l'agriculture, la mise en place des filières agro-industrielles complètes dans les bassins de production, l'industrialisation du Cameroun en facilitant la transformation locale et la résorption du déficit énergétique par la multiplication de petits barrages dans chaque zone où l'hydrographie le permet. « L'accent sera également mis sur les autres énergies renouvelables telles que les bioénergies, l'énergie éolienne et l'énergie solaire ». Face aux incertitudes du futur, il évoque la création d'un fonds souverain.

Par ailleurs, pour une meilleure gouvernance économique, Maurice Kamto envisage de réorganiser plusieurs entreprises publiques telles que la Société nationale d'investissement (Sni), ou encore



l'Agence de régulation du secteur de l'électricité (Arsel). Pour ce qui est de la planification, il est prévu d'identifier les besoins réels des populations en termes de développement, afin d'aboutir à l'élaboration d'une « Charte nationale de l'aménagement du territoire ». En ce qui concerne le transport, le Mrc entend relier toutes les régions par des routes bitumées et réformer l'entretien routier en décentralisant, par exemple, l'entretien des routes rurales. Du fait de leur éloignement des centres de décision nationaux, « les pistes rurales feront l'objet d'une gestion locale par les régions et surtout les communes », apprend-on.

Akere Tabeng Muna

Améliorer l'environnement des affaires et le secteur informel

Par Jean-Christophe Ongagna

« La gouvernance et le développement économique » font partie des « 50 premiers engagements » du candidat du Front populaire pour le développement (Fpd), Akere Muna. Ainsi, l'environnement des affaires, la fiscalité et le secteur informel entre autres ; bénéficieront d'une attention particulière. S'il est élu après le scrutin présidentiel du 07 octobre prochain, il s'agira pour lui, de réduire « les nombres et types de taxes » pour une croissance économique durable qui entraînera un effet positif sur le fisc et le trésor public ; informatiser et décentraliser « la collecte des impôts et taxes » ; rationaliser le processus et réduire les coûts de création d'une entreprise. Les chantiers de la « nouvelle République » s'appesantiront également sur le secteur informel.

A ce sujet, dans l'hypothèse de son accession à la magistrature suprême, Akere Tabeng Muna promet un « appui et des actions en faveur de sa réintégration dans le secteur formel de l'économie nationale ». Le soutien à l'entrepreneuriat, la transparence dans la gestion des entreprises publiques et la gestion des ressources avec la création d'une Autorité indépendante de gestion



des ressources naturelles (Agrn), chargée de diriger « la gestion, [...] la promotion et la protection de toutes les ressources naturelles » du Cameroun, vont également constituer les chantiers du leader du Mouvement « Now ! ».

Selon des proches du candidat du Fpd, un document plus détaillé déclinant son projet de société sera présenté dans les prochains jours. Celui-ci va s'inspirer du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (Maep), un organe à travers lequel les pays-membres de l'Union africaine (Ua), acceptent de faire le diagnostic de l'état de la gouvernance démocratique, politique et économique dans leur pays.

Cabral Libii

Miser sur la croissance et l'investissement

Par Jean-Christophe Ongagna

Candidat à l'élection présidentielle du 07 octobre prochain, Cabral Libii entend s'appesantir sur « la croissance » et « l'investissement ». Deux « axes » clés de son projet de société qui visent à donner un souffle nouveau à l'économie nationale. Et pour ce faire, les arguments du candidat de l'Union nationale pour l'intégration vers la solidarité (parti Univers), ne manquent pas à l'appel.

S'agissant de la croissance, il mise principalement sur les infrastructures routières, l'énergie hydroélectrique, la fin de l'informel, « talon d'Achille de tout développement », ou encore l'agriculture. Il s'agira par exemple sur cette question, de « développer l'emploi salarié agricole via la création d'un complexe agroindustriel de 7000 salariés par commune » ou encore, de « construire 3500 km de rails en 05 ans qui exigent au moins 80.000 travailleurs et des dizaines d'entreprises de Btp (Bâtiments et travaux publics, Ndlr) » et « bitumer 1000 km de routes par an qui nécessitent 20.000 travailleurs et une cinquantaine d'entreprises de Btp » dans le secteur du transport ferroviaire, cite à titre d'exemples, le responsable du pool communication opérationnelle de l'équipe du candidat, Emile Bindzi.



Toujours dans le cadre de la croissance, « Le Cameroun qui protège et libère les énergies » voulu par Cabral Libii, se consacrera à accompagner et à mettre en valeur les start-up ; ceci, en finançant « au moins 100 start-up par an pour générer en moyenne 10.000 emplois directs par an », ajoute Emile Bindzi. Second axe dédié à la vision économique de Cabral Libii, l'investissement. Ce dernier passe par le rééquilibrage du budget entre l'investissement et le fonctionnement en diminuant de « 15% le budget de fonctionnement au profit de l'investissement ». La promotion de la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption et les détournements publics ne seront pas en reste.

Serge Espoir Matomba

Une réforme du système bancaire

Par Blaise Djoukep

Serge Espoir Matomba se veut formel. « Le taux d'endettement du Cameroun est élevé, contrairement à celui du développement ». A titre d'exemple, il cite la dette publique, partie de 4488 milliards Fcfa en 2015, à 5383 milliards Fcfa en mai 2017. Pour y remédier, il propose « une forte croissance économique [qui] favoriserait la réduction de la pauvreté ». Le candidat du Peuple uni pour la rénovation sociale (Purs), va également encourager la création des unités de fabrication des pièces métalliques, des moules, des grues et équipements pour les chemins de fer et le chantier naval.

Les hauts fourneaux et aciers, l'industrie des matériaux, du béton, l'industrie ferroviaire et automobile, électronique et électrotechnique, chimie et pharmaceutique, textile et les chantiers navals ; vont bénéficier des politiques et expertises qui leur permettront de se renforcer, se développer et contribuer au développement économique du Cameroun.

Un accent sera également mis sur l'amélioration de la compétitivité des entreprises. Aussi, la po-



litique fiscale va se traduire par trois types d'impôts que sont l'assiette, le taux d'imposition et le recouvrement. De nombreuses actions et réformes seront développées pour améliorer la politique économique. Des actions qui passent par la réforme du système bancaire, la qualité des institutions publiques, les échanges avec le Nigeria et la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac), et la mise sur pied d'un cadre incitatif à la diaspora. Le financement de l'économie et l'attractivité de la destination Cameroun sont d'autres leviers sur lesquels le Purs compte s'appuyer.

Frankline Afanwi Ndifor

L'industrialisation comme socle

Par Renaud Inang

Dans son programme économique, le candidat du Mouvement citoyen national camerounais (Mcn), Frankline Afanwi Ndifor, entend s'appuyer sur l'industrialisation. Celle-ci devra permettre d'améliorer le climat des affaires, afin de libérer des énergies et booster le développement du Cameroun. Le « champion » du Mcn pense d'ailleurs qu'il est possible de ramener l'expertise étrangère au pays, dans le souci d'absorber une très grande masse de travailleurs locaux.

S'il est élu au soir du 07 octobre prochain, « Prophète Frank », comme aime à l'appeler ses fidèles, compte restructurer la douane pour faciliter les importations. Il promet ainsi d'instaurer un contrôle qui permettra de vérifier tous les produits importés. Durant son mandat, Frankline Afanwi Ndifor qui promet d'arrimer les produits locaux aux normes internationales, espère également les vendre, non pas pour de l'argent, mais pour la technologie. Sous le règne de ce candidat, l'économie va



aussi reposer sur la digitalisation des finances publiques. Le candidat compte sécuriser l'argent public à travers un système de monitoring. Pour lui, cette action va permettre d'éradiquer les cas de détournements des deniers publics et autres formes d'arnaque. Dans le domaine des infrastructures routières, Frankline Afanwi Ndifor prévoit des autoroutes, avec un système de protection et de surveillance permanent sur les axes routiers. C'est aux fins de faciliter la prise en charge en temps et en heure, des cas d'accidents.

Adamou Ndam Njoya

Pour la juxtaposition d'une deuxième monnaie

Par Florentin Ndatewou

L'agriculture, la monnaie et les Accords de partenariat économique (Ape), constituent les piliers sur lesquels l'Union démocratique du Cameroun (Udc), articule son projet de société. Le parti estime que « le problème majeur de l'économie camerounaise réside dans les choix des projets à rentabilité non

établie », observe le secrétaire national à communication de cette formation politique, Mongwat Ahidjo Amadou. D'après lui, « il serait plus judicieux de s'engager stratégiquement sur un produit phare, parvenir à la création de toutes les formes de valeurs ajoutées, avant de passer à un autre produit ».

Au sujet de la monnaie, l'Udc estime que le Fcfa ne répond plus aux préoccupations du moment. « 02 formules sont envisageables : la monnaie binaire (une juxtaposition d'une deuxième monnaie à caractère national pour booster la consommation interne) ou l'engagement dans un processus de sortie définitive du Fcfa », rappelle Mongwat Ahidjo Amadou.



Par ailleurs, le parti politique de Adamou Ndam Njoya, pense que le Cameroun et par ricochet les pays de la sous-région Afrique centrale, auraient bénéficié des Ape, si les entreprises locales avaient été mises au même niveau de compétitivité. La fiscalité intérieure ne saurait compenser le déficit dû au démantèlement tarifaire des droits de douane. « L'Udc pense que les Ape doivent être renégociés pour une large et/ou grande prise en compte des réalités de [notre] tissu industriel », conclut pour l'Udc, le secrétaire national à communication du parti.

Économie numérique

26 propositions de l'Oif

Les dites mesures ambitionnent de favoriser le développement de ce secteur au Cameroun. C'est l'objet de l'atelier organisé mercredi 29 août dernier à l'hémicycle de l'Assemblée nationale.



Par Cyril Marcel Essissima (stagiaire)

Inscrit dans le cadre du partenariat entre l'Organisation internationale de la francophonie (Oif) et le Réseau des parlementaires chargés des télécommunications et des Tic (Repatic), cet audit dont la restitution s'est tenue mercredi 29 août dernier à l'Assemblée nationale, a eu pour objectif central de « contribuer à la création d'un environnement propice à l'essor du numérique pour le développement économique du Cameroun, par la mise à jour du cadre légal et réglementaire » de ce secteur, « en perpétuelle mutation », selon le président du Repatic, Julien Bara Azao.

Conformément au plan stratégique (du gouvernement, ndlr) « Cameroun Numérique 2020 », adopté en mai 2016, adossé sur celui de l'Oif (adopté en octobre 2012 à Kinshasa), cette mission se justifie par les « vides » constatés dans le cadre juridique en vigueur au Cameroun. De l'avis des experts du cabinet « Carapaces » (auteur de l'audit), ces lacunes se rapportent, entre autres, à l'absence au Cameroun d'« une législation de protection des données personnelles » qui constituent « le nouveau pétrole de l'ère numérique ». Il cite également « la fiscalité numérique qui n'est pas abordée dans le code général des impôts, le code des douanes, les lois de finances », etc.

Le ministre des Postes et Télécommunications (Minpostel), Minette Libom Li Likeng, a reçu le rapport de l'audit des mains de Jean-Louis Atangana Amougou, représentant de l'Oif. 26 mesures sont édictées dans ce document dont les plus saillantes sont : « l'instauration d'un environnement favorable au développement du e-gouvernement(e-gov) » ; la mise en place d'une « autorité de protection des données à



Photo de famille à l'issue de l'atelier.

caractère personnel » ; le renforcement « des attributions de l'Agence nationale des technologies de l'information et de la communication (Antic) » ; la mise en place d'une « brigade spéciale de lutte contre la cybercriminalité » ; le renforcement du « dispositif de protection de la propriété intellectuelle à l'environnement numérique » ou encore l'adoption d'une « réglementation spécifique dédiée aux mécanismes de financement innovant », notamment pour « les start-up et petites et moyennes entreprises (Pme) » évoluant dans ce secteur. Il ressort également de cet atelier que l'écono-

mie numérique constitue un potentiel à exploiter, vu sa contribution au produit intérieur brut (Pib) estimée à près de « 5%, soit un chiffre d'affaires de plus 538 milliards de Fcfa au cours de l'année 2014 », et projetée à « 10% en 2020 ». « 10.000 emplois directs » ont été créés en 2016, et pouvant avoisiner 50.000 en 2020 », sans oublier les « 136 milliards de Fcfa d'impôts générés en 2016 », et évalués à « près de 300 milliards en 2020 ». Des résultats dont se satisfait le représentant du président de l'Assemblée nationale, Théodore Datouo.

Instagram

Les cyberattaques se multiplient



Par Louise Ngonu (stagiaire)

« Les instagrameurs » sont victimes de cyberattaques à répétition. Le réseau social de partage de photos et de vidéos appartenant à Facebook est aussi la cible des pirates. En effet, des courriels qui semblent provenir de la plateforme sont envoyés à des utilisateurs. Leur contenu indique d'effectuer une procédure en vue de renouveler leur mot de passe. Les responsables de ces actes peuvent ainsi accéder aux comptes des utilisateurs à travers une simple copie de la page du réseau social. Depuis la fin du mois de juillet, l'on constate que le phénomène s'est intensifié. Si l'on considère le nombre d'utilisateurs actifs mensuels qui s'élève à 1 milliards (juin 2018), la notoriété de cette plateforme serait à l'origine de l'activisme des fraudeurs.

D'après un communiqué de l'entreprise de cybersécurité Kaspersky Labs, elle dit avoir détecté, grâce à son équipement contenant les boîtes mails des utilisateurs d'Instagram, une montée en puissance des tentatives de « phishing » (forme d'escroquerie par e-mail qui consiste à

prendre l'identité d'une entreprise connue et reconnue sur un e-mail pour inciter les destinataires à changer ou mettre à jour leurs coordonnées bancaires sur des pages internet imitant celles de l'entreprise dont l'image a été utilisée pour l'escroquerie. Ndlr). Ces tentatives sont passées de 150 à près de 600 par jour. Instagram appelle donc à la vigilance. « Si vous recevez un e-mail de notre part vous informant d'un changement dans votre adresse mail que vous n'avez pas initié, cliquez sur le lien + inverser ce changement + puis modifiez votre mot de passe », explique la filiale. Il est donc préférable d'avoir un mot de passe complexe contenant des chiffres, des lettres et signes de ponctuation afin d'éviter la piraterie. « Notre système actuel de double identification permet aux utilisateurs de sécuriser leur compte via SMS mais nous travaillons au développement d'une autre fonctionnalité de double identification », ajoute par ailleurs le réseau social. La filiale de Facebook exhorte donc ses utilisateurs à rester vigilent face à cette menace.

LinkedIn

Les données personnelles utilisées pour un projet de recherche



Par Louise Ngonu (stagiaire)

Le réseau social américain annonce que les données personnelles de leurs utilisateurs pourraient bientôt être exploitées par des chercheurs. Quelques mois après le scandale de Cambridge Analytica, cette décision pour beaucoup semble osée. LinkedIn est un réseau social professionnel qui possède à son actif 560 millions d'utilisateurs et dont l'organisation mère est Microsoft. Il aimerait dans un futur proche être l'un des meilleurs dans le domaine des études en économie et en management. Et pour ce fait, le réseau social a établi le programme LinkedIn Economic Graph Research Program (Egrp). Ce programme serait à l'origine d'un appel à projet axé sur trois principales thématiques à savoir l'économie, l'analyse des data et l'intelligence artificielle. Il est donc

évident que le réseau social se laisse tenter à l'idée d'une nouvelle découverte à l'issue de ces recherches. Pour cette démarche, l'entreprise prévoit mettre tout en œuvre pour protéger leurs données. « Les équipes sélectionnées pour participer à l'EGRP auront la possibilité de poursuivre leurs recherches avec nos experts dans ces domaines et accéder ainsi à nos données », affirme Rémy Jenkins vice-président de l'ingénierie de LinkedIn sur le blog Igor Perisic. Le but n'est donc pas d'exposer les utilisateurs car un système fiable est mis en place pour cela. « Les données seront abrégées ou anonymisées, non téléchargeables et ne seront accessibles que sur haute surveillance », rajoute-t-il. Le réseau social démontre son engagement par sa politique de confidentialité.

Rentrée scolaire 2018

Les premiers pas des tout-petits

Ils ont repris le chemin de l'école lundi 03 septembre dernier sur toute l'étendue du territoire national.



Par Rosine Ntolo

Lundi 03 septembre dernier, Matis a fait ses premiers pas à l'école. L'écolier de 03 ans, est endimanché. Il porte un tee-shirt de couleur orange sur une culotte bleue marine et des bottines en cuir ciré. Tenu par la main par sa maman, il fait partie de ces tout-petits impatients d'aller à l'école comme les grands. « Il était le premier à se lever ce matin (03 septembre Ndlr) et n'a même pas voulu terminer son petit déjeuner », raconte Martine, la maman de Matis. Mais, une fois le seuil du Complexe scolaire bilingue François-Xavier au quartier Anguissa à Yaoundé franchi, son enthousiasme se volatilise. Celui qui va pour la première fois à l'école a du mal à lâcher la main de sa maman. Il sait qu'elle doit partir et les premières larmes commencent à couler. Lorsque la maman de Matis tourne le dos, le petit soldat a du mal à retenir son chagrin et fond en larmes dans les bras de sa maîtresse.

Comme Matis, nombreux sont ces enfants dont les premiers pas à l'école constituent une épreuve. Les chants et les danses de leurs maîtresses réussissent difficilement à



Rentrée scolaire. Le pas difficile pour les maternelles.

ramener le calme. Ceux qui ne pleurent pas, sont impassibles face aux faits et gestes de celles-ci. Entre ces cris, elles donnent quelques premiers conseils. « Les amis on ne pleure pas. Vous voulez être grands comme papa et maman, il faut être à l'école. On ne jette rien à même le sol. Vos petits bouts de pains et emballages de bonbons, jetez-les à la poubelle. Surtout, on ne touche pas au goûter de ses camarades », recommande « maman Martine », institutrice en classe

de Nursery one. « Les amis si vous voulez faire pipi, n'ayez pas peur, vous êtes mes amis dites-le moi et je vais vous accompagner au toilette », ajoute-t-elle.

A l'école maternelle et primaire bilingue La petite Sévérine toujours à Anguissa, l'ambiance est tout aussi chaude. Les parents ont de la peine à se séparer de leurs enfants. Les moins inquiets s'éclipsent plus vite. Ils sont confiants. « La séparation est certes difficile, les pleurs seront quotidiens toute la première semaine, mais après cela finit par passer. Il faut bien qu'ils se sociabilisent et apprennent », déclare un parent. Cette année encore, le programme des tout-petits s'annonce bien chargé. « Tout le travail va se faire

sur le langage. Il y a des enfants qui arrivent à la petite section et parlent peu ou moins. Il est important de leur apprendre à parler », explique M. Ongda enseignant à la petite Sévérine. Il s'agira également pour ces maîtres d'apprendre aux nouveaux écoliers à devenir des élèves, à rester assis, se concentrer et à tenir un crayon. Pour l'heure, ils passent une interrogation surprise sur les vacances.

Yaoundé

Entre embouteillages et surcharges

En cette période de rentrée scolaire, des élèves usent de tous les moyens pour contourner les bouchons et arriver à l'heure dans leurs établissements respectifs.



Par Guy Martial Tchinda

Centre national de réhabilitation des personnes handicapées dans l'arrondissement de Yaoundé VI lundi 03 septembre dernier, il est presque 7h. Sur la route qui passe à quelques mètres de cette institution, plusieurs élèves du Lycée bilingue d'Etoug-Ebe, du Lycée et du Cetic de Ngoa-Ekellé sont visibles. Chacun se presse pour rejoindre son établissement scolaire. Le seul bémol, les embouteillages ont investi le lieu. Pour échapper à ces bouchons, nombre d'entre eux préfèrent aller à pieds ou sollicitent majoritairement les conducteurs de motos. Des policiers en faction tentent tant bien que mal de fluidifier la circulation.

Pour justifier cette préférence, ils invoquent la rapidité. Selon eux, les conducteurs de moto qui prennent jusqu'à trois personnes sur leurs engins au mépris de la sécurité, ont le secret des bouchons. Car, ces derniers roulent à sens et à contre-sens, et ont la latitude de se faufiler entre les véhicules. Ailleurs au Carrefour Tkc, toujours dans le 6e arrondissement de Yaoundé, le décor est le même. De nombreux taxis sont alignés en file indienne, que ce soit en direction du Rond-point Express, du Carrefour Biyem-Assi, ou encore de l'entrée Simbock. Le rang s'étale à perte de vue. Tous sont sollicités par des clients qui se comptent par dizaines. Parmi ceux-ci, les écussons permettent de



distinguer des élèves des Lycées de Mendong ou de Biyem-Assi et des Collèges privés.

Prochaine halte, Shell Nsimeyong, à Yaoundé III. Le tronçon qui va d'ici au Carrefour Vogt, route reconnue pour ses traditionnels embouteillages tous les matins et soirs en période de classe, a renoué avec ses habitudes. « Les choses ne vont pas changer de sitôt car, les parents déposent toujours leurs enfants à l'entrée de l'école (Collège Vogt, Ndlr). Or la route est étroite. Le temps de manœuvrer le véhicule, les autres automobilistes sont obligés d'attendre », explique un étudiant de l'Université de Yaoundé I, qui préfère aller à pieds et emprunter le taxi plus loin. Malgré la présence des policiers à cet endroit, la situation ne semble pas s'améliorer. Il faut passer environ 15 à 20 mn en voiture pour parcourir cette distance de moins de deux kilomètres.

Excellence académique

1800 meilleurs élèves primés dans la Mifi



Par Robert Nkaké

Du haut de son baccalauréat série D, obtenu avec une moyenne appréciable, le jeune Daniel a bénéficié d'une enveloppe de 50000 Fcfa. Une dotation qui lui servira à payer ses frais de scolarité. Comme lui plus de 1800 autres élèves, classes et filières confondues ont reçus des lots de fournitures scolaires. Des dons bien accueillis par les récipiendaires. « J'ai travaillé dur tout au long de cette année pour recevoir cette bourse. Je suis très content », se réjouit l'un d'eux. « Je suis très ému, j'ai obtenu ce que je voulais, grâce aux fruits de mes efforts », ajoute Antoine K titulaire d'un Gce- Advance Level.

Dans cette 3ème édition des Journées de l'excellence académique de la Mifi (Jesam), organisée le 25 Août dernier à Bafoussam, sous la houlette du Pr. Pascal Nguihé Kanté, par ailleurs Sga de la primature, il a davantage été question d'encourager et de susciter l'émulation chez ces jeunes apprenants. Au cours de la cérémonie, il a d'ailleurs demandé aux récipiendaires de faire bon usage des primes reçues. Dans la même lancée, 50 étudiants des écoles doctorales, 35 étudiants de l'Institut africain d'informatique (Iai Cameroun) sont également entrés en possession des ordinateurs PBhev, don spécial du chef de l'Etat Paul Biya, des mains du représentant résident de cette formation académique, Armand Claude Abanda.

Série

Maladies au scanner

23- La parodontite

Dr Antoine Mahele

Il faut faire son détartrage au moins une fois par an

Le directeur de la clinique dentaire adventiste donne des conseils pratiques pour éviter cette pathologie qui affecte environ un adulte sur dix selon les régions et le mode de vie.



Par Guy Martial Tchinda

Comment peut-on définir la parodontite ?

La parodontite est une maladie du parodonte. Le parodonte étant le support de la dent c'est-à-dire la structure sur laquelle la dent est implantée. Il comprend la racine, l'os alvéolaire et la gencive. La gencive est liée à l'os alvéolaire, au niveau du collet dentaire, par des ligaments gingivo-alvéolaires. La parodontite est donc l'inflammation de ce support de la dent, ou d'une partie de ce dernier.

Quel est le rapport entre cette maladie et la gingivite ?

La parodontite peut être une conséquence de la gingivite (saignement des gencives qui survient lorsqu'on ne se brosse pas régulièrement, Ndlr) car la gencive fait aussi partie du support de la dent.

Qu'est-ce qui cause cette maladie ?

Les causes peuvent être multiples. La première et la plus fréquente étant une hygiène bucco-dentaire insuffisante. Dans ce cas, la parodontite est la conséquence de l'activité néfaste des bactéries contenues tout autour du support de la dent qui crée une destruction progressive des tissus, surtout des ligaments qui relient la gencive à la racine d'une part, et d'autre part, ceux qui relient l'os alvéolaire à la racine. Il en découle la création d'une poche parodontale. Cette poche va se prolonger et va atteindre l'os alvéolaire.

Autre cause de la parodontite, des raisons hormonales, on peut avoir chez certaines femmes enceintes des formes de parodontite. La prise de certains médicaments peut engendrer des formes de parodontite. Elle peut aussi être causée par des maladies systémiques. Des personnes diabétiques ont tendance à faire cette pathologie, de même que les personnes vivant avec le Vih/Sida si elles ne sont pas bien suivies.

Comment reconnaître qu'une personne souffre de cette maladie ?

Au début, la maladie se manifeste par des saignements au brossage, c'est-à-dire par une gingivite. Et si le traitement ne suis pas dans les meilleurs délais, cela peut aller jusqu'à la mobilité des dents. On peut également arriver à une infection avec notamment, un abcès parodontal qui va se créer. De plus, le patient aura l'impression que la dent est allongée ; tout contact avec la dent concernée sera douloureux.

Cette maladie est-elle curable ?

Bien sûr qu'on peut guérir de la parodontite surtout dans sa forme aiguë. Un détartrage (qui consiste à enlever le tartre et tout autre dépôt non seulement au niveau gingival, mais aussi en dessous au niveau de la racine) ou un curetage des poches par un spécialiste ; il est possible de stopper l'évolution de la maladie. Mais, une fois que les poches sont créées, il devient difficile de reconstituer les ligaments détruits.

Quand vous parlez de la mobilité des dents, est-il possible de les stabiliser, une fois cette étape



franchie ?

Il y a des méthodes de stabilisation. On peut par exemple faire des ligatures, en reliant les dents entre elles pour les maintenir stables. Toutefois, quand la destruction est déjà avancée, c'est-à-dire quand les poches sont déjà bien profondes, on peut procéder à des séances du curetage des poches, et au besoin, recourir à des comblements osseux. Le processus de guérison est un peu lent, mais on obtient de bons résultats.

Combien coûte le traitement ?

Je ne peux pas donner de chiffres car le coût dépend de l'état d'avancement de la maladie. De plus, chaque spécialiste a sa méthode de travail. Le seul détartrage coûte entre 15.000 et 25.000 Fcfa.

Parlez-nous du plateau technique de prise en charge au Cameroun.

Chaque institution où on fait les soins bucco-dentaires devrait être capable de traiter cette pathologie. Et je crois que chaque cabinet dentaire a le plateau technique nécessaire pour faire ce traitement ou tout au moins le traitement de base qui consiste à faire un curetage supra-gingival et un curetage infra-gingival. Quant à aller aux traitements plus approfondis qui consistent à faire des comblements os-

seux, il suffit d'acquérir les produits adéquats qui sont disponibles sur le marché.

Quelle est la fréquence de la parodontite au Cameroun ?

C'est vrai que je ne dispose pas de statistiques générales mais c'est une maladie qui est fréquente à partir d'un certain âge. Elle peut évoluer avec l'âge et en fonction de l'hygiène bucco-dentaire. Car, si l'hygiène bucco-dentaire n'est pas suffisante, on peut faire la parodontite même à un âge plus jeune.

Quelles en sont les complications ?

Une parodontite mal soignée ou non-soignée conduit à la perte complète des dents. C'est-à-dire qu'une dent mobile peut tomber à un certain moment. Et quand une dent tombe, elle crée un désordre au niveau de la position des autres car les dents restantes essaient d'occuper l'espace qui s'est créé. En outre les parodontites peuvent être une porte d'entrée pour des infections graves passant par la voie sanguine.

Lorsqu'une dent tombe donc quelles sont les dispositions à prendre pour éviter que les autres la suivent ?

Il faut la remplacer immédiatement soit par des prothèses amovibles, soit par des prothèses fixes. Le chirurgien-dentiste choisira celles qui sont appropriées, selon les cas.

Quelques conseils pratiques pour éviter la parodontite ?

Il faut consulter le dentiste au moins une fois par an ; faire son détartrage au moins une fois par an ; veiller sur son alimentation en évitant de grignoter entre les repas et ne pas consommer des aliments trop sucrés avant d'aller au lit. Il faut également pratiquer une bonne hygiène bucco-dentaire en se brossant les dents régulièrement au moins deux fois par jour.

Quel est le meilleur moment pour se brosser le matin ? Est-ce avant ou après le repas ?

Il y a des personnes qui ont une bouche pâteuse le matin et donc, ne peuvent pas manger sans s'être brossées. Si c'est le cas, il faut se brosser avant de manger. Il est préférable de se brosser après le repas car c'est plus efficace. Mais, on peut toujours le faire avant et après le repas.

Quels sont les efforts que vous déployez pour réduire la parodontite à sa plus simple expression au Cameroun ?

Dans notre institution par exemple, nous avons tout un service qui s'occupe de la prophylaxie bucco-dentaire. C'est un service qui ne s'occupe que de l'hygiène bucco-dentaire. Il a pour mission, la prévention et le traitement de la parodontite. Selon le cas, la fréquence du détartrage peut être plus rapprochée c'est-à-dire au moins deux fois par an au lieu d'une fois seulement comme c'est le cas dans la prévention. Les examens pour voir l'avancée de la parodontite se font à des intervalles de temps plus rapprochés.

Dégradation des sols

L'agroforesterie, une réponse sûre

C'est ce que révèle l'une des composantes du Plan stratégique de l'Icraf en présentation depuis le 3 septembre à Yaoundé.



Par Adrienne Engono Moussang

Les pratiques agricoles en cours dans la plupart des pays de l'Afrique centrale et de l'Ouest, notamment l'agriculture sur brûlis, l'utilisation abusive des intrants chimiques (engrais, pesticides), le surpâturage, entre autres, contribuent considérablement à la dégradation des sols, selon des chercheurs. A ce jour, le Cameroun, par exemple, compte plus de 10 millions d'hectares de terres dégradées. Avec les aléas climatiques, cette dégradation expose facilement à l'insécurité alimentaire ; le rendement agricole prenant un coup. 60 à 80% de la population fait face à cette réalité dans les sous-régions sus-citées.

Le Centre international pour la recherche en agroforesterie (Icraf) qui travaille depuis 1987 pour trouver des solutions à la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté grâce à la promotion des produits forestiers non ligneux s'est saisi de ces questions. Ce centre qui reconnaît la place de l'arbre dans la vie des hommes a développé un Plan stratégique qui couvre la période 2018-2026 avec comme priorités : la restauration des terres dégradées, l'adaptation et la lutte contre le changement climatique, et le développement des chaînes de valeurs (un autre casse-tête pour des paysans qui perdent parfois la moitié de leur récolte faute de moyens pour la conservation).

Pour la restauration des sols dégradés, l'Icraf a procédé à des études qui lui ont permis de poser le diagnostic sur chaque site pour des solutions adéquates aux problèmes

défectés. En Côte d'Ivoire, la cacaoculture semble être à la base de la dégradation patente des parcelles pendant que le pâturage cause des soucis similaires au Mali. « Le problème qui s'est posé au départ était celui du cycle long des arbres fruitiers. L'Icraf a développé des techniques pour le réduire. Ainsi, le paysan qui peut voir son manguier sauvage donner des fruits à

moins de sept ans, par exemple, accepte la domestication des espèces traditionnelles », soutient Dr Christophe Kouamé, directeur de l'Icraf pour l'Afrique centrale et de l'Ouest. Le Dr Kouamé préside depuis le lundi 03 septembre, la semaine scientifique de ce centre. Un rendez-vous traditionnel qui permet d'exposer le savoir-faire des chercheurs venus de Côte d'Ivoire, du Burkina Faso, du Mali, du Tchad et du Cameroun, en présence des partenaires.



Un prunier.

Cette édition qui se tient à Yaoundé jusqu'au 06 septembre sera l'occasion de présenter le Plan stratégique de l'Icraf pour la période 2018-2026 avec trois axes ; la restauration des terres dégradées, l'adaptation et la lutte contre le changement climatique, et le développement des chaînes de valeurs.

Propriété foncière

Des femmes toujours aux oubliettes dans les familles

Certaines doivent batailler pour avoir droit à un lopin de terre quoique la loi le leur concède.



Par Adrienne Engono Moussang

« Les problèmes de propriété foncière des femmes se posent à deux niveaux : au niveau administratif, il est moins important parce que la loi confère à la femme le droit à la terre ; c'est plutôt sur le plan coutumier que la difficulté réside parce que d'un milieu à l'autre, ce droit peut être violé ou respecté. » Ces propos sont de Abdoullaye Nana, deuxième adjoint au maire de la commune de Maïganga dans la région de l'Adamaoua. La réalité est la même, en ville comme en campagne, chez les Bantous ou chez les peuples autochtones. Même les autorités traditionnelles parfois taxées de complices dans ces manœuvres n'échappent pas à ces frustrations. « Après le décès de papa, mon oncle a voulu arracher les terres laissées par son mari à ma mère. Celui-ci a estimé que ma mère n'avait pas le droit d'hériter », se plaint Henriette Mentounou, notable à la chefferie de Mballa II à Etoudi, dans l'arrondissement de Yaoundé 1er. Rencontrée, comme conseiller municipal de Maïganga, à Yaoundé lors d'une rencontre d'échange sur les droits fonciers des femmes, organisée par le Centre pour l'environnement et le développement (Ced) le 31 août. C'est l'intervention des autorités admi-

nistratives et des forces du maintien de l'ordre auxquelles elle a fait appel que sa mère va jouir de ses biens. C'est encore ces autorités qui s'impliqueront pour que sa mère ; décedée plus tard, soit inhumée aux côtés de son époux.

Les auteurs des violations des droits fonciers des femmes, quand ils ne s'accrochent pas sur la coutume, invoquent la religion pour agir. L'Islam en particulier. Mais, selon M. Boyomo, coordonnateur de la Ligue des cadres musulmans du Cameroun, le coran protège la femme et tous ses droits. « Nous avons des cas où les chefs bloquent les travaux de nos champs disant que nous, Bagyelis, n'avons pas droit aux terres. Quand bien même on fait ces champs, on ne doit pas cultiver le cacaoyer ou le caféier. On peut faire le manioc, le maïs, le macabo qui ont un cycle court », déplore Jeanne Biloa, leader Bagyeli (pygmées) dans le département de l'Océan région du Sud. Elle se convainc de ce que la solution est dans la sensibilisation et l'éducation de la femme. Abdoullaye Nana appelle par ailleurs, les hommes à prendre les dispositions pendant qu'ils sont en vie, pour sécuriser les terres de leurs épouses et filles, et encourage la scolarisation de la jeune fille.

Environnement

Les réserves du WWF sur les investissements de la Chine en Afrique



Par Adrienne Engono Moussang

Présidé par le président chinois Xi Jinping, le 3e Sommet du Forum sur la coopération sino-africaine (Fcsa) s'est tenu les 03 et 04 septembre derniers à Pékin, sur le thème : « La Chine et l'Afrique : communauté de destin et partenariat mutuellement profitable ». Au Cameroun, plusieurs projets ont déjà été financés par la China Exim Bank.

Pour le Fonds mondial pour la nature (WWF) : « Ces projets ont eu des impacts environnementaux et sociaux de grande envergure en plus de leurs énormes potentiels de développement. Le WWF espère que les différents gouvernements présents à ce Sommet s'engageront davantage dans l'intégration systématique de la protection de l'environnement dans tous les projets de développement financés par la Chine ». Le Fonds regrette que le processus du Fcsa, en tant que plate-forme de consultation et de dialogue collectifs soit fermé. « Le processus gagnera davantage s'il est inclusif en prenant en compte des questions liées à la protection de l'environnement, l'implication de la société civile et des communautés locales ainsi que les ministères sectoriels et la participation du secteur privé », souligne Hanson Njiforti, directeur du WWF-Cameroun.

Fecabof

Du repos pour les musclés

Les finales couplées de fin de saison se sont disputées samedi 1er août dernier à Yaoundé.



Par Stéphane Ondo (Stagiaire)



Coupe du Cameroun bodybuilding.

Au niveau de la Fédération camerounaise de bodybuilding (Fecabof) ce n'est pas le muscle le plus volumineux qui compte, mais le plus strié. C'est ce que bon nombre de spectateurs ont retenu au sortir des finales couplées de bodybuilding, disputées samedi premier août dernier dans la « salle paroissiale » de la Paroisse du Baptême de Jésus de la cité verte à Yaoundé.

Cette 12e édition était présidée par le président de la Fédération camerounaise de Bodybuilding and fitness (Fecabof) Achille Balemagna qu'accompagnait Tagne Alphonse, secrétaire général de la dite Fédération. Le bodybuilding « est la construction du corps, du muscle, c'est un sport qui

consiste à développer sa masse musculaire » explique le secrétaire général. Pour noter les candidats, « le jury dispose de plusieurs critères de la World Amateur Bodybuilding Association (WABBA) entre autres observer le candidat de la tête aux pieds, regarder le relief du muscle concerné, vérifier si ce muscle est strié ou pas, regarder la masse musculaire » ajoute-t-il. C'est donc sur les critères de la WABBA que le jury va noter les athlètes lors de ces finales.

Après l'exécution de l'hymne national suivit du mot du président de la Fecabof, place au spectacle. Les athlètes ont été examinés sous toutes les coutumes. Chez les messieurs, le ton est donné par les juniors (moins de 23 ans).

Fecafoot

Dans un document parvenu à notre rédaction en fin de soirée du 04 septembre 2018, le président du comité de normalisation de la Fédération camerounaise de football a signé une décision nommant les membres de l'encadrement de la sélection masculine A. Il s'agit de Joel Epallé et Jean Alain Boumsong respectivement sélectionneurs adjoints numéro 1 et 2. Alioum Boukar comme entraîneur des gardiens, Lucrèce Mebenga, Team Press et Bill Tchato comme Team manager.

Sept athlètes en tenue de bain font apparition sur le podium. Pour convaincre le jury, les juniors effectuent cinq poses parmi lesquelles double biceps vue de face, biceps cage thoracique, triceps. Ils effectuent aussi des comparaisons, une pose au choix et des passages libres. Un examen qui a permis au jury de déterminer les vainqueurs. Ainsi, Anoho Kevin est monté sur la première marche du podium, tandis que Mofor et Mbida Messi sont respectivement deuxième et troisième de cette catégorie.

Après les juniors, sept autres catégories seniors (BB Short, BBX Short, BB Classic, BBX Medium, BB Tal, BBX Tall, et Proclass ou toutes catégories) passent sur la scène. Ici, sept figures sont imposées. Entre comparaisons et passages libres, le jury détermine les vainqueurs. Christian Nsanga est classé premier dans la catégorie BBX MEDIUM, Azangue médaillé d'argent en 2015 s'impose en BB TALL, dans la catégorie BBX TALL Belomo Giscarg occupe la tête du classement. Christian Nsanga capitaine de l'équipe nationale prend les devants dans la catégorie proclass ou toutes catégories.

Chez les dames, parmi les six catégories (Miss model, Miss Bikini, Miss fitness, Miss shape, Miss body et Pro bikini) qui existent au Cameroun deux (Miss Shape et Pro Bikini) répondent présent. En Miss Shape, Tassi Engama est classée première suivit de Ntsoli Bouillon Béatrice et Mbia Ndi Julienne respectivement deuxième et troisième. Dans la catégorie Pro Bikini, Fondjè Kelvina occupe la première place. Atcha'a est deuxième et Zanga occupe le troisième rang. Cette 12e édition s'est achevée par la remise des trophées.

Réactions



Par Stéphane Ondo (Stagiaire)

Tassi Engama, championne de la catégorie Miss Shape

Je me suis vraiment mise au travail cette année

Trop d'émotion, je suis très contente parce que ce n'était pas facile. J'ai beaucoup donné cette année comparé à l'année dernière où j'ai occupé la deuxième place au classement. Cette année je me suis vraiment mise au travail. Mes concurrentes n'ont pas démérité, si elles n'ont pas gagné cette fois ça passera prochainement. Mon ambition est de représenter encore mon pays à l'étranger et aider les autres filles qui veulent être comme moi.



Anoho Kevin, élève gendarme et champion de la catégorie junior

Je dois maintenant me préparer pour d'autres catégories

La finale était bien, c'est vrai que je n'ai pas eu le temps de préparation parce mon unité ne m'a pas libéré à temps, c'est à deux semaines de la compétition que j'ai été libre. Vu que c'est ma dernière année dans cette catégorie, je vais maintenant me préparer pour d'autres catégories, afin d'être toujours champion.



Christian Nsanga, capitaine national et champion de la catégorie BBX Medium

Si on n'est pas discipliné on ne peut pas atteindre ce niveau

C'est une joie pour moi parce que j'ai travaillé dur, après mon retour des championnats du monde en Italie où j'ai occupé le troisième rang, je n'ai pas baissé les bras, l'expérience des grandes compétitions m'a permis de remporter cette finale. Ma particularité c'est le travail, la discipline, si on n'est pas discipliné on ne peut pas atteindre ce niveau.



Achille Balemagna, président de la Fecabof

Le Bodybuilding Camerounais se porte très bien

Je suis très satisfait de cette saison. J'ai eu la chance d'avoir des champions du monde l'année dernière, cette année nous avons eu cinq médaille au championnat du monde, cinq médaille de bronze individuelles et une par équipe, je crois que à ce jour le bodybuilding Camerounais se porte très bien. Je me prépare pour l'assemblée générale qui aura lieu au mois de décembre, je suis plébiscité pour être deuxième vice-président mondial et étant président de la Fédération je suis un président heureux



Festy Concorde Mbeka'a

Le sacre de Mboamanga à Kribi

L'équipe du village Batanga est championne du festival sportif pour le vivre ensemble à Kribi, dont la finale à drainé grand monde dimanche dernier.



Par Lazare Kingue

Très beau. Vraiment très beau. Tout simplement splendides, l'organisation et le spectacle vécus dimanche dernier à Kribi, au stade Mbeka'a Paris à proximité des chutes de la Lobe. Le match marquant la fin du festival sportif pour le vivre ensemble dans l'océan, festy concorde Mbeka'a 2018, a opposé l'équipe de Mboamanga à celle d'Edoungangomo. La rencontre a drainé grande foule. Au regard de la plénitude du stade, on aurait dit que la ville de Kribi tout entière s'est déportée à Mbeka'a pour vivre l'événement.

Le promoteur du tournoi, Jean Pierre Salla, par ailleurs vice président de la section rdpc Océan sud 1 a mis les petits plats dans les grands pour donner à son organisation la dimension d'une finale de championnat de première division. Dans cet ensemble de splendeur et de magnificence événementielle, le public s'est réjoui de la présence d'une gloire camerounaise de football, l'international lion indomptable Joseph Antoine Bell, invité d'honneur de la finale. Après 42 jours de compétition en allée et retour, les équipes finalistes ont été les meilleures dans un total d'une dizaine de villages.

Le dimanche 26 août est donc jour de vérité. 16h45min, les deux formations sont au stade. L'invité d'honneur Joseph Antoine Bell choisit de donner l'avantage à l'équipe d'Edoungangomo. Coup d'envoi du central. Les joueurs sur la pelouse commencent à rivaliser d'adresse. Le stade est plein. L'effervescence des supporters est remarquable. C'est la première fois dans l'histoire du football à Kribi, qu'une finale d'un championnat de vacances attire pareille foule. Les divers groupes de danse et d'animation ainsi que les tournures de langue des commentateurs du match rendent la scène pittoresque.

Sur l'arène, la sélection de Mboamanga menace son adver-



Les vainqueurs brandissent le trophée.

saire. Quelques occasions de but sont manquées. Mais pas pour longtemps. Car à la 16^{ème} minute du jeu, une passe donnée par le latéral gauche de l'équipe de Mboamanga est récupérée de la tête puis amortie par le dossard numéro 3, Luc Ekambi, qui va user d'habileté en driblant deux défenseurs. Puis, une frappe aigüe, le gardien est abattu. Ouverture de score en faveur de la formation de Mboamanga. Cette réalisation du joueur Luc Ekambi est son 18^{ème} but marqué durant la compétition et fait de lui le meilleur buteur du tournoi.

Le spectacle devient plus émouvant. Les coaches grondent et donnent des consignes. Les tambours des groupes de danse et les cris des spectateurs donnent de la vigueur aux

soldats du ballon rond qui s'activent davantage. 31^{ème} minutes du jeu. Grosse occasion manquée d'Edoungangomo. L'attaquant ne concrétise pas seul face au gardien. 35^{ème} minute. Encore une autre occasion en faveur de la sélection menée qui ne fait pas trembler le filet adverse. A la 36^{ème} minute, le coup de sifflet de l'arbitre met fin à la première manche de jeu pour une répartition de 35x2.

La deuxième mi-temps connaîtra une ambiance timide par rapport à la première, et la rencontre va s'achever sur le score d'un but à zéro en faveur de Mboamanga, donnant ainsi à la sélection de remporter le trophée avec l'enveloppe d'un million de nos francs qui l'accompagne.

Réactions

Jean Pierre Salla, promoteur du tournoi

On promeut la paix et la concorde

Le tournoi qui s'est achevé était placé sous le signe du vivre ensemble. Il fallait bien que les jeunes se retrouvent, il fallait bien que les peuples Mabi et Batanga et tous les autres peuples frères qui ont été invités à la fête du football sachent qu'à Kribi on promeut la paix et la concorde et qu'on peut se réjouir d'une saine émulation autour d'un ballon. Tout au long du tournoi on a eu des causeries éducatives par des conseillers de jeunesse et d'animation. On a eu des campagnes de dépistage gratuit du Vih et des maladies cardiaques. Nous avons eu l'occasion de traiter gratuitement le paludisme. Pour dire que derrière ce tournoi il y a eu la communion. Il n'y a rien de beau que de s'unir, rien de beau que de vivre ensemble, rien de beau que de savoir que le prochain est un frère. L'avenir nous réserve beaucoup de surprises et de responsabilités. Festy concorde Mbeka'a 2019 sera beaucoup plus rassembleur, ce sera, comme cela l'a



été à cette première édition, la grande mobilisation derrière le grand champion et premier sportif j'ai nommé Paul Biya.

Joseph Antoine Bell, invité d'honneur

Cela leur apprend de vivre ensemble

Je suis toujours content de venir regarder les plus jeunes jouer. Je comprends leur propre joie car je suis aussi passé par là. Il est utile de rassembler les jeunes pendant les vacances pour leur éviter d'être oisifs. Cela leur apprend de vivre ensemble, de cultiver l'esprit de fair-play et de développer des vertus pour une saine émulation. Le promoteur a dit que le tournoi est placé sous le signe du vivre ensemble ce qui est une chose merveilleuse. Le sport est une pratique très importante. Ceci y va de la responsabilité des aînés. Cependant, de nos jours, les jeunes ne pensent qu'à l'éventualité très rare de devenir professionnels de football. Je voudrais rappeler qu'ils ont le droit de jouer même s'ils ne seront pas des professionnels demain, et que les aînés ont le devoir, comme l'a fait Jean Pierre Salla, d'organiser des compétitions pour les occuper, les encadrer et même les forger parce qu'on ne sait jamais l'avenir. Mais en vérité très peu sont ceux qui devien-



dront des footballeurs professionnels. Cette discipline sportive est inventée depuis plus d'un siècle et on y joue toujours à 11. Cela veut dire que les places au football sont très réduites. Donc nous avons intérêt à envoyer nos enfants à l'école pour qu'ils deviennent des médecins et des ingénieurs. Ne les faisons pas miroiter.

Simplifier le cours de ma vie



Orange
Money

#150#

Vous rapprocher
de l'essentiel

